



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle

N° 2022-178

<p>Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte du CAF Adresse : Siège d'exploitation - Aéroport BP1, 05130 TALLARD. Nature de la demande : Survol motorisé en cœur de Parc national Nom du projet : Hélicoptage du bac de décantation temporaire Localisation : refuge des Merveilles, commune de Tende (06)</p>

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68 ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15 ;

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité n°29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu l'avis conforme n°2021-345 du 29 septembre 2021 valant autorisation de travaux en cœur de parc national et relatif à l'installation d'un bac de décantation temporaire tel que décrit dans le dossier n° PC 006 163 21 B 00001,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 05 mai 2022 par Monsieur RINGOT Benoît, chef de base et pilote au sein de la société HBG,

Considérant que cette demande est liée aux travaux et installations préalablement autorisés par l'avis conforme n°2021-345 sus-visé, et qu'il n'y a pas d'autres alternatives d'acheminement à cet hélicoptage,

Considérant qu'à la date envisagée, les ongulés sauvages – dont le Bouquetin des Alpes-, sont particulièrement sensibles à tout dérangement, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'acheminement des matériels nécessaires au renforcement de la filière d'assainissement des eaux usées du refuge des Merveilles (installation d'un bac de décantation temporaire), situé sur la commune de Tende (06).

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

base d'attache : base de Nice - Carros
nom du pilote : RINGOT Benoît
type d'appareil : Ecureuil AS350
n° de l'appareil : F-GXLA

2.2. Lieu de dépose autorisé : refuge des Merveilles.

2.3. Le pilote est tenu de respecter strictement l'itinéraire de survol autorisé figurant au plan annexé à la présente.

2.4. Nombre de rotations autorisées : 3

2.5. En-dehors de cet itinéraire autorisé, le survol à basse altitude reste interdit au-dessus du cœur du Parc national.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du jeudi 02 juin 2022.

En cas de force majeure, le report des survols **après** cette date est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts :

- Service territorial Roya-Bévéra

chef de S.T : BRUNET Cédric (cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr)
adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)
service (général) : royabevera@mercantour-parcnational.fr

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 11 mai 2022

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



Copies :

- service territorial de la Roya-Bévéra
- HBG France, base de Nice : M.RINGOT Benoît (nice@hdf.fr)
- CAF

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

